

Ambassade de France en Suisse et au Liechtenstein
Service économique de Berne

Affaire suivie par Justine Bultel
Visa : Etienne Oudot de Dainville

SUISSE

Des investissements croisés significatifs entre la Suisse et la France

En 2025, la Suisse est le 2^{ème} investisseur étranger en France avec un stock d'IDE ultimes détenus de 114,6 Mds EUR, derrière les Etats-Unis (163,7 Mds EUR) et devant l'Allemagne (108,2 Mds EUR). Ce stock a plus que doublé en 10 ans. La Suisse investit principalement dans l'industrie, notamment dans l'industrie chimique et pharmaceutique, et les services financiers. La Suisse figure également à la 3^{ème} position des employeurs étrangers en France, avec plus de 1000 filiales embauchant près de 300 000 salariés. A l'inverse, la France est le 8^{ème} pourvoyeur d'IDE en Suisse avec un stock investi de 26 Mds EUR en 2024. Les 1900 filiales françaises génèrent près de 80 000 emplois en Suisse. Les investissements français en Suisse s'orientent principalement vers l'industrie manufacturière, le commerce, la construction, les services financiers et les hautes technologies.

1. De la Suisse vers la France

La Suisse est le 2^{ème} investisseur en France en 2025, ses IDE se concentrent dans l'industrie (chimie, pharma...) et les services financiers

Depuis 10 ans, chaque année, la Suisse est le 2^{ème} ou 3^{ème} investisseur en France (cf. [Annexe 1](#)). En 2025, selon la banque de France, la Suisse est le 2^{ème} investisseur étranger en France avec un stock ultime¹ d'IDE de 114,6 Mds EUR (soit 12,8% du total, cf. [Annexes 2 et 3](#)), derrière les Etats-Unis (163,7 Mds EUR) et devant l'Allemagne (108,2 Mds EUR). A noter que les données 2024 ont été corrigées et désormais, la Suisse est également 2^{ème} investisseur en 2024 devant l'Allemagne. **Ce stock d'IDE suisses a plus que doublé en 10 ans.** En 2025 et en investissement immédiat², la Suisse dépasse les Pays-Bas et devient le 2^{ème} investisseur (stock de 131 Mds EUR, 13,3% du total), derrière le Luxembourg (214 Mds EUR, 21,7% du total), en raison de la présence de nombreux sièges sociaux dans ces pays.

Reflets de l'imbrication des spécialisations économiques des deux pays, les investissements suisses en France s'orientent vers des secteurs dans lesquels les tissus industriels franco-suisses s'avèrent complémentaires. En termes de répartition, la Suisse investit principalement dans l'industrie, notamment dans l'industrie chimique et pharmaceutique, mais également dans les industries alimentaires. Dans les services, la Suisse investit principalement dans les activités financières et d'assurance. Deux groupes suisses font partie des 25 principaux groupes étrangers ayant des investissements directs en France à fin 2025 : le cimentier Holcim et le géant de l'agroalimentaire Nestlé.

1000 entreprises suisses sont implantées en France, générant près de 300 000 emplois et faisant de la Suisse le 3^{ème} employeur étranger en France

La Suisse ne fournissant pas les données de ses filiales à Eurostat, nous ne disposons pas des chiffres des filiales suisses en France. Toutefois, **le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) communique sur plus de 1000 entreprises suisses implantées en France.** Selon l'INSEE, la Suisse est le 3^{ème} employeur étranger en France derrière les Etats-Unis (504 k) et l'Allemagne (347 k) avec 267 797 emplois en 2022.

Parmi les principaux employeurs suisses en France, on peut citer Nestlé, le logisticien Kuehne+Nagel, le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics, le leader européen du travail temporaire Adecco ou encore le distributeur automobile Emil Frey.

En 2025, 98 décisions d'investissement suisses ont été recensées par Business France, après 64 projets en 2024. La Suisse se positionne au 8^{ème} rang des pays investisseurs en France en termes de nombre de projets (5 % du total). Les trois premières régions d'accueil sont l'Île-de-France (14 projets) et deux des trois régions frontalières (Grand Est : 13, Auvergne-Rhône-Alpes : 12).

La Suisse apporte une contribution significative à Choose France

Signe de l'intérêt continu des dirigeants d'entreprises suisses pour développer leurs activités sur le territoire français, la Suisse apporte une contribution significative au Sommet Choose France depuis sa création. En 2026, 5 entreprises étaient présentes avec à la clé 3 annonces pour un montant cumulé de 370 M EUR (dont deux dans le secteur de la santé) :

- Le groupe **LIEBHERR** renforce son ancrage en France avec un investissement d'environ **90 M EUR** et la création de plus de 200 emplois sur son site de Colmar, spécialisés dans le développement, l'assemblage et les essais de moteurs à combustion de grandes puissances.
- **STALLERGENES GREER**, leader mondial dans le traitement des allergies, a annoncé un investissement de **125 M EUR** pour renforcer son outil industriel et prévoit en 2026 une hausse de 12% de ses effectifs en France (sur un total de 610 collaborateurs en France).
- **SANDOZ**, leader mondial en matière de médicaments génériques et biosimilaires, a annoncé un investissement supplémentaire d'environ **150 M EUR d'ici à 2034** afin de poursuivre la montée en puissance de son site de Toulouse, portant le total des investissements prévus en France depuis décembre 2025 à environ 550 M EUR.

2. De la France vers la Suisse

La France est le 8^{ème} investisseur en Suisse en 2024, ses IDE se concentrent dans l'industrie (chimie, automobile) et les activités des sièges sociaux

Selon la BNS et en investissement ultime, la France est le 8^{ème} investisseur étranger en Suisse (stock de 25 Mds CHF, environ 26 Mds EUR soit 2,7% du total), conservant son rang de 2023 (cf. **Annexe 4**). Il est à noter que selon la Banque de France, en 2025, la France enregistre un désinvestissement net vers la Suisse de 1,2 Mds EUR, après un investissement positif de 3,5 Mds EUR en 2024. Ce mouvement s'inscrit dans un contexte où les flux sortants français se sont surtout redirigés vers le Royaume-Uni et l'Inde.

En termes de répartition, **les investissements français en Suisse se tournent principalement vers l'industrie**, notamment vers **l'industrie automobile et l'industrie chimique**. Dans les services, les IDE français se concentrent dans le **commerce**, suivi par les activités des sièges sociaux, les activités de services administratifs ainsi que l'information et la communication.

1900 entreprises françaises sont implantées en Suisse, notamment dans les services financiers, la construction et l'industrie de pointe

1 895 filiales françaises sont implantées en Suisse en 2023 selon les données d'Eurostat. Elles emploient près de 80 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires de plus de 166 Mds EUR. Selon l'enquête Orbis 2026, **80% des entreprises sont implantées en Suisse romande et 84% dans un canton frontalier³** (cf. **Annexe 5**). Elles se situent principalement dans le canton de Genève (42%), dans le Vaud (24%) et dans le Valais (8%).

Parmi les filiales françaises présentes en Suisse, on peut notamment citer :

- Services financiers et assurance : le broker Tradition, Edmond de Rothschild, Crédit Agricole Indosuez ou encore Rothschild.
- Activités de services financiers : des holdings notamment celles de Rothschild, Accor ou Crédit Agricole Next Bank.
- Construction : de grandes entreprises françaises comme Colas ou encore Eiffage.
- Construction spécialisée : Equans (filiale Bouygues) et Etavis (filiale Vinci Energie).
- Joierie / horlogerie : l'industrie de luxe avec des filiales comme Bulgari, Hublot, LVMH, Hermès.
- Informatique, électronique : Safran et Thales.
- Commerce de gros : avec une diversité de secteurs représentés comme la cosmétique (L'Oréal), la santé (Sanofi), l'énergie (Schneider, Totsa) ou encore l'automobile (Renault).

* * *

Les investissements croisés entre la Suisse et la France illustrent la forte complémentarité de leurs économies. Concentrés principalement dans l'industrie (chimie, pharmacie, transports) et les services financiers, ils témoignent d'une coopération économique étroite et durable. Les régions frontalières jouent un rôle stratégique dans cette dynamique, accueillant plus de 80% des entreprises françaises implantées en Suisse.

Etienne Oudot de Dainville, Chef du Service économique de Berne

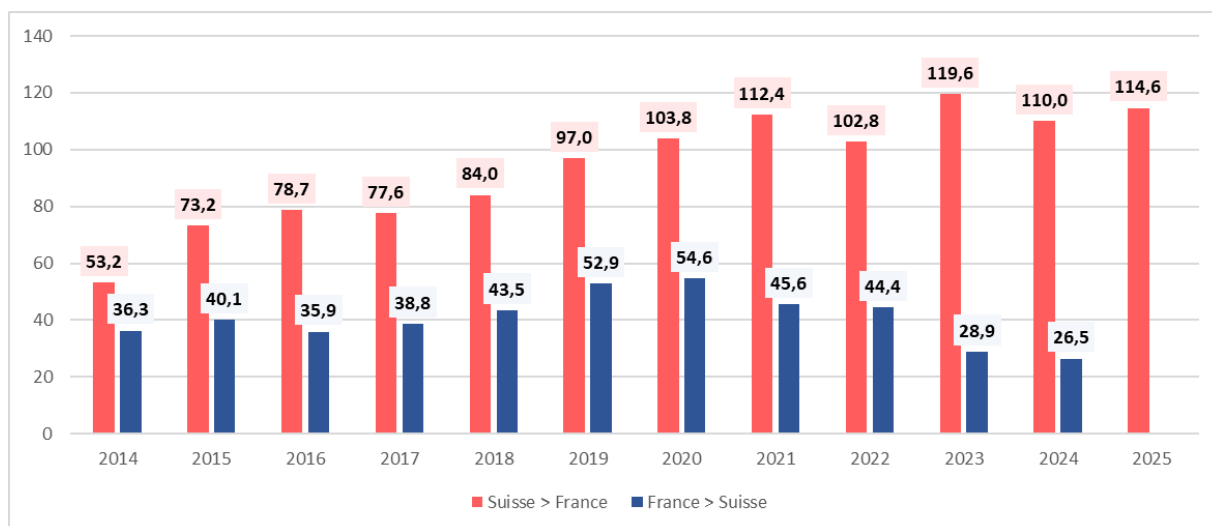
ANNEXES

Annexe 1 : Evolution des principales provenances des IDE en France

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis
2	Suisse	Allemagne	Suisse	Suisse	Suisse	Allemagne	Allemagne	Suisse	Suisse	Suisse
3	Allemagne	Suisse	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Suisse	Suisse	Allemagne	Allemagne	Allemagne
4	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Luxembourg	Royaume-Uni
5	Belgique	Belgique	Italie	Italie	Italie	Italie	Luxembourg	Luxembourg	Royaume-Uni	Italie
6	Luxembourg	Luxembourg	Belgique	Belgique	Belgique	Luxembourg	Italie	Belgique	Belgique	Luxembourg
7	Pays-Bas	Pays-Bas	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	Belgique	Belgique	Pays-Bas	Pays-Bas	Belgique
8	Italie	Italie	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	Espagne	Espagne	Pays-Bas

Sources : Banque de France (BDF)

Annexe 2 : Stock d'investissements directs à l'étranger entre la France et la Suisse en fonction du pays de résidence de l'investisseur ultime (en Mds EUR)



Taux de change CHF-EUR selon les données annuelles de la BNS, les données suisses pour 2025 ne sont pas encore publiées.

Sources : Banque de France (BDF), Banque nationale suisse (BNS)

Annexe 3 : Principales destinations des IDE français (2025, M EUR)

	Pays	Stock IDE	Part
1	Pays-Bas	229 635	15,1%
2	États-Unis	215 274	14,2%
3	Royaume-Uni	162 164	10,7%
4	Belgique	120 580	7,9%
5	Italie	92 971	6,1%
6	Espagne	86 420	5,7%
7	Allemagne	73 302	4,8%
8	Luxembourg	65 256	4,3%
9	Suisse	42 678	2,8%
UE		770 273	50,7%

Source : Banque de France

Annexe 4 : Principales provenances des IDE suisses (investissement ultime)

Principales provenances des IDE suisses (stock en M CHF, 2024)

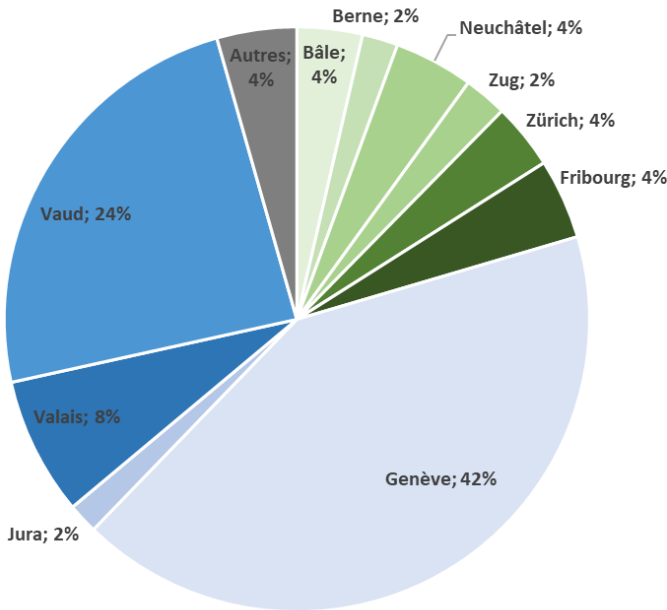
	Partenaire	Stock IDE	Part
1	Etats-Unis	370 695	40,0%
2	Irlande	75 226	8,1%
3	Allemagne	49 969	5,4%
4	Japon	41 585	4,5%
5	Belgique	38 075	4,1%
6	Pays-Bas	37 107	4,0%
7	Royaume-Uni	33 701	3,6%
8	France	25 194	2,7%
UE		281 561	30,4%

Evolution des principales provenances des IDE suisses

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis	États-Unis
2	Irlande	Irlande	Irlande	Irlande	Irlande	Irlande	Irlande	Irlande	Irlande	Irlande
3	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	Royaume-Uni	Royaume-Uni	France	France	Pays-Bas	Allemagne	Allemagne
4	France	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	Japon	France	Pays-Bas	Japon
5	Canada	France	France	France	France	Royaume-Uni	Allemagne	Allemagne	Japon	Belgique
6	Royaume-Uni	Canada	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Japon	Pays-Bas	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Pays-Bas
7	Allemagne	Allemagne	Canada	Canada	Japon	Allemagne	Royaume-Uni	Japon	Belgique	Royaume-Uni
8	Luxembourg	Luxembourg	Russie	Japon	Canada	Canada	Canada	Canada	France	France

Source : Banque nationale suisse (BNS)

Annexe 5 : Répartition cantonale des entreprises françaises en Suisse



En bleu : cantons romands. En vert : cantons alémaniques. Calcul en fonction du nombre d'entreprises, les résultats sont équivalents selon le nombre d'employés.

Source : Enquête Orbis 2026

NOTES DE FIN

¹ **Ventilation en fonction du pays de résidence de l'investisseur ultime** : l'investisseur ultime est défini comme étant l'entité à l'origine de la chaîne de liens financiers (supérieurs à 50 %) constitutive d'un groupe. L'investisseur ultime (ou tête de groupe) est identifié afin d'avoir une meilleure connaissance de l'entité qui détient et contrôle en dernier ressort l'entreprise résidente qui a investi à l'étranger ou l'entreprise résidente investie. Source : [Méthodologie Banque de France](#).

² **Ventilation en fonction du pays immédiat de provenance ou de destination des fonds**. Elle ne reflète donc pas nécessairement le lieu de contrôle effectif de l'investissement. Ainsi, si la filiale britannique d'une entreprise japonaise détient une entreprise française, l'encours d'investissement direct concerné sera alloué au Royaume-Uni et non au Japon. Source : [Méthodologie Banque de France](#).

³ Suisse romande : Fribourg, Genève, Jura, Valais, Vaud.
Cantons frontaliers : Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Soleure, Jura, Neuchâtel, Vaud, Genève et Valais.